

Sélection de publications,
Etats-Unis : Défense et politique étrangère
MAI 2012

Maya Kandel, IRSEM, chargée d'étude, Etats-Unis / Relation transatlantique.

- **Council on Foreign Relations**, « A 'Bumpy' U.S.-Chinese Relationship », Interviewee: [Adam Segal](#), Ira A. Lipman Senior Fellow for Counterterrorism and National Security Studies, Council on Foreign Relations Interviewer: [Bernard Gwertzman](#), Consulting Editor, CFR.org, May 3, 2012

http://www.cfr.org/china/bumpy-us-chinese-relationship/p28126#cid=soc-email-at-interview-a_bumpy_uschinese_relationship-123169

Conversation sur la Chine entre deux experts du CFR, juste avant la rencontre US/Chine du « dialogue stratégique et économique » (la partie stratégique du dialogue est une nouveauté instaurée par l'administration Obama). L'auteur revient sur les points de friction et d'entente entre les deux pays. Il note en particulier que la politique américaine vis-à-vis de la Chine manque toujours de principe directeur: après une approche essentiellement économique sous Bush, l'administration Obama a d'abord introduit l'idée du dialogue stratégique, en espérant faire de la Chine un « partenaire global ». Cette approche ayant eu des résultats pour le moins mitigés, elle a été suivie par un durcissement (face à l'attitude certes plus agressive de la Chine dans son environnement en 2010), enfin par le pivot du nouveau document stratégique, mal vu en Chine malgré les efforts américains depuis pour le présenter finalement comme une simple « bascule » de leur attention vers le Moyen-Orient et l'Asie. Sur ces questions, à noter la parution récente aux éditions de la Brookings du livre de Jeffrey Bader, ex-Monsieur Asie du National Security Council d'Obama jusqu'en 2011 (*Obama and China's Rise*, Brookings, 2012).

- **CQ WEEKLY – IN FOCUS**, « An Earmark by Any Other Name », John M. Donnelly, May 5, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004075880.html>

La Chambre républicaine a ajouté un amendement à la loi de budget du Pentagone (loi d'autorisation) pour 2013 réservant des fonds pour la construction d'un nouveau site anti-missile sur la Côte Est des Etats-Unis. Ce nouveau programme, qui sera sans doute revu par le Sénat démocrate mais pourrait revenir dans la prochaine législature, surtout si le Sénat bascule républicain, semble marquer le retour à la vision du bouclier anti-missile défendue par l'ancienne administration Bush. L'amendement illustre aussi la manière dont les parlementaires américains envisagent le budget militaire américain, en termes d'emplois sur le sol américain. Les fonds réservés pour l'instant ne se montent qu'à 100 millions de dollars, austérité oblige, mais l'investissement total représenterait au moins 4 milliards de dollars sur les prochaines années. L'article rappelle également que ce n'est là qu'un projet parmi d'autres tout aussi coûteux défendus par les parlementaires mais pas par le Pentagone. Enfin il rappelle que le Pentagone a dépensé près de 150 milliards de dollars sur la défense anti-missile depuis 1984, et que près de 50 milliards supplémentaires sont prévus pour les 5 prochaines années - sans compter cet éventuel nouveau site.

- **Foreign Policy**, « The Last RINO », JACOB HEILBRUNN | MAY 8, 2012

http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/05/08/the_last_rino?print=yes&hidecomments=yes&page=full

Article qui revient sur la défaite du sénateur républicain Dick Lugar dans une primaire l'opposant à un challenger républicain soutenu par le mouvement Tea Party. RINO signifie "*republican in name only*". Lugar (80 ans), connu pour son travail sur la réduction des armes nucléaires notamment (loi Nunn-Lugar des années 1990) et ses positions pro-ONU et pro-aide étrangère (deux anathèmes pour son parti), était surtout le dernier représentant d'une ère révolue, si ce n'est un âge d'or de la politique étrangère bipartisane, au moins une ère où il existait un groupe de sénateurs capables de travailler avec le camp adverse sur les grandes questions intéressant la sécurité nationale du pays (qui sont désormais presque autant politisées que les questions de politique intérieure). Mais depuis quelques temps, avec un parti républicain « de plus en plus déchiré entre son aile néoconservatrice et son aile Tea Party » sur la politique étrangère, Lugar était devenu un homme très seul.

- **The National Interest**, « The Elephant and the Dragon », Neil Padukone, May 3, 2012

<http://nationalinterest.org/commentary/the-elephant-the-dragon-6845?page=show>

Un grand jeu se dessine entre l'Inde et la Chine, comment les Etats-Unis peuvent-ils y trouver leur avantage? L'auteur ne répond pas totalement (« la coopération entre l'Inde et les US dépendra largement de ce qui les unit: la stratégie de la Chine »). Mais il présente une analyse intéressante de la manière dont la stratégie chinoise en Mer de Chine méridionale et dans l'Océan indien (la stratégie de la « rangée de perles » - "*string of pearls*" avec la multiplication des bases visant à protéger les routes maritimes du commerce chinois) fait face de plus en plus à une contre-stratégie indienne, l'Inde développant sa marine et solidifiant sa présence aux portes du détroit de Malacca, tout en multipliant les alliances régionales.

- **The National Interest**, « Opinions in Uniform », Paul Pillar, May 3 2012

<http://nationalinterest.org/blog/paul-pillar/opinions-in-uniform-6884>

Il y a eu tout un débat le mois dernier sur la question des opinions militaires dans les débats sur la défense aux Etats-Unis (à vrai dire, le débat est parti d'un questionnaire sur Israël, où plusieurs militaires de haut rang ont pris ouvertement position contre la politique du gouvernement israélien vis-à-vis de l'Iran). Cet article résume et contient des liens aux autres articles et positions prises par divers auteurs. Il cite également des études universitaires qui ont montré que les experts et gouvernants civils sont souvent plus prompts et plus nombreux à réclamer l'usage de la force que les militaires, d'active ou retraités.

- **CQ WEEKLY – IN FOCUS**, « Authors Feel Heat for Blaming GOP », Eliza Newlin Carney, May 17, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004082567.html>

L'article revient sur le succès du livre de Thomas Mann et Norman Ornstein sur le Congrès (*It's Even Worse Than It Looks*, sorti le mois dernier) – cf. sélection d'avril 2012 avec cet article "*Let's face it: the Republicans are the Problem*". Best-seller instantané sur Amazon, épuisé chez Barnes & Nobles, comptant 241 000 fans sur facebook... voilà qui est rare et remarquable pour un livre sur le Congrès ! Les médias ont parfois insisté sur les menaces et insultes reçues par les auteurs, mais les auteurs eux-mêmes racontent que plus de 90% des mails qu'ils ont reçus, dont beaucoup de républicains, étaient positifs - car beaucoup au sein du parti républicain sont inquiets de l'évolution

du parti vers la droite et surtout vers la bêtise. Aucun élu, ni aucun membre de la hiérarchie républicaine n'a pris publiquement de position sur le livre.

Là-dessus, deux débats intéressants en ligne :

- panel organisé à la Brookings (débat d'1h) : <http://www.brookings.edu/events/2012/05/09-political-dysfunction>
- les auteurs invités du *Daily Show* de Jon Stewart (15 minutes en dernière partie d'émission) : <http://www.thedailyshow.com/full-episodes/mon-june-4-2012-thomas-mann---norman-ornstein>

Un point à souligner: les auteurs expliquent que l'ampleur du problème de la dette, liée au déficit, est la conséquence du modèle américain de société actuel, qui combine des politiques sociales démocrates, issues du New Deal (Medicare et Medicaid, sécurité sociale pour les plus pauvres et les plus âgés) avec un système de taxation républicain, issu des années Reagan (le taux d'imposition aux US est actuellement le plus bas depuis plus d'un demi-siècle). Ajouté aux coûts de guerres non financées par l'impôt et à la croissance structurelle de certaines dépenses sociales (pyramide des âges et coût des traitements médicaux), c'est un modèle condamné à être réformé ou à faire faillite (on aura noté qu'il s'agit là des arguments habituellement utilisés aux US pour condamner le modèle européen).

- **The New York Times**, « Charting Obama's Journey to a Shift on Afghanistan, DAVID E. SANGER, May 19, 2012

<http://www.nytimes.com/2012/05/20/us/obamas-journey-to-reshape-afghanistan-war.html?pagewanted=all>

Cet article, adapté d'un livre du même auteur ("[Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power](#)," à paraître début juin) décrit la manière dont Obama a évolué sur l'Afghanistan, et tout particulièrement la manière dont son processus de décision a évolué, de la revue stratégique de 2009 où il a essentiellement cédé face aux exigences de ses généraux (McChrystal en tête), au planning du retrait en 2010, qui s'est fait exclusivement à la Maison Blanche dans un cercle étroit de conseillers. Cet article est un bon (et nécessaire) complément au livre de Bob Woodward *Obama's Wars* qui a été par ailleurs qualifié de « bizarre » par une source proche du processus de décision.

- **CQ TODAY ONLINE NEWS**, « Pakistan Aid Restrictions Considered », Emily Cadei, May 21, 2012

<http://public.cq.com/docs/news/news-000004091547.html>

Le Congrès envisage de durcir encore davantage les conditions de l'aide extérieure américaine au Pakistan. Les conditions avaient déjà été durcies l'an dernier après la découverte de Ben Laden au Pakistan. Actuellement, près de 900 millions d'aide conditionnés l'an dernier sont toujours retenus par l'administration Obama. Cette année, le Congrès pourrait refuser les 800 millions de dollars demandés par l'administration pour financer la contre-insurrection menée par l'armée pakistanaise. Des amendements en ce sens ont été ajoutés aux projets de lois d'autorisation et d'appropriation du DoD, à la Chambre comme au Sénat. A noter, les Etats-Unis ont déjà dans le passé coupé l'aide au Pakistan, les relations entre les deux pays ont été historiquement chaotiques.

- **The National Interest**, « Debunking the Missile-Defense Myth », Yousaf Butt, May 7, 2012

<http://nationalinterest.org/commentary/debunking-the-missile-defense-myth-6889?page=show>

Article par un physicien nucléaire qui analyse le rapport du Defense Science Board, comité consultatif scientifique travaillant pour le Pentagone: ce rapport de septembre 2011 émet de sérieux doutes sur l'efficacité du bouclier anti-missile, à partir d'une analyse des tests effectués. Lien au rapport lui-même: <http://www.acq.osd.mil/dsb/reports/ADA552472.pdf>

- **Blog du German Marshall Fund**, « Seizing Opportunities with a Less Reserved Beijing », Andrew Small, 23 May 2012

<http://blog.gmfus.org/2012/05/seizing-opportunities-with-a-less-reserved-beijing/>

Sur le blog du GMF, un article intéressant à plusieurs points de vue:

- analyse de l'évolution de l'attitude chinoise vis-à-vis de l'Otan, de l'hostilité franche à la renaissance d'une volonté (mesurée encore) de dialogue - même si la question syrienne pose tout de même de sérieux problèmes...
- intéressant aussi pour ce qu'il dit pour l'avenir : après une phrase de critique voilée sur les efforts de pays individuels « comme par exemple l'Angleterre et la France » de développer leur coopération mil-to-mil avec les Chinois en bilatéral, l'auteur suggère que l'Otan serait un excellent véhicule pour une telle coopération dans l'avenir (l'idée étant de pousser la Chine à devenir un acteur global responsable, mantra de l'administration Obama).

- **The New York Times**, « West Point Is Divided on a War Doctrine's Fate », Elisabeth Bumiller, May 27, 2012

<http://www.nytimes.com/2012/05/28/world/at-west-point-asking-if-a-war-doctrine-was-worth-it.html?pagewanted=all>

Alors que l'Amérique s'apprête également à faire rentrer ses troupes d'Afghanistan, le débat fait rage à l'académie militaire de West Point, autour d'une question simple : la COIN est-elle morte et à enterrer? Les opposants de longue date à la stratégie de contre-insurrection font un retour sur le devant de la scène, tandis que les pro-COIN défendent leurs « succès ». L'article est très instructif, car les officiers-enseignants et académiques de West Point défendent l'indépendance et la liberté de pensée de l'institution : aussi a-t-on accès à des débats et arguments beaucoup plus ouverts que ce qui provient du Pentagone. Surtout, il semble que c'est à West Point qu'ait lieu le débat le plus riche (le seul?) sur le bilan réel pour les Etats-Unis d'une décennie de contre-insurrection, en Irak comme en Afghanistan. Voir en particulier les arguments sur l'Irak, où l'on débat encore des véritables raisons du succès du *surge*.

- **CQ WEEKLY – COVER STORY**, « Pushing Obama Toward a War? », Jonathan Broder, May 26, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004095164.html>

L'article pose la question : « le Congrès pousse-t-il Obama à la guerre » contre l'Iran? Et la réponse semble être oui, il y a au Congrès une majorité de parlementaires qui votent de plus en plus des mesures de préparation à la guerre : ainsi récemment, une résolution rejetant explicitement le « containment » comme stratégie face à un Iran décidé à acquérir l'arme nucléaire ; mais aussi un amendement à la loi de budget 2013 du Pentagone enjoignant le Pentagone à préparer des opérations contre l'Iran, avec des instructions précises. Il est très rare que le Congrès empiète autant sur le pouvoir de commandant en chef du président ; en l'occurrence, l'auteur de l'article doit

remonter 200 ans en arrière pour trouver un exemple similaire (sous Madison en 1812). Plus largement, l'article fait le tour des experts et l'on constate une fois de plus que les parlementaires, tous ou presque largement financés par ou via AIPAC, ne sont pas représentatifs de l'ensemble des opinions sur ce sujet. En particulier, de nombreux officiels et experts de tous horizons (ex-CIA, militaires, think tankers) critiquent largement l'attitude du Congrès et soutiennent les efforts de l'administration Obama - sauf les néoconservateurs et affiliés comme Jamie Fly (cité ici) de la Foreign Policy Initiative, think tank où, indéniablement, on prépare la guerre contre l'Iran - et où les experts ont des liens avec (voire font partie de) l'équipe de sécurité nationale du candidat républicain Romney.

- **Brookings Institution**, « Reviving American Leadership: The Next President Should Continue on the Path Obama Has Set », Policy Brief by Bruce Jones, Thomas Wright and Jane Esberg, May 25, 2012

<http://www.brookings.edu/research/papers/2012/05/25-americas-role-jones-wright>

Analyse fouillée de l'évolution de la politique étrangère d'Obama et des positions présentées jusqu'ici par les candidats républicains durant la campagne des primaires, jusqu'aux prises de position les plus récentes de Mitt Romney. Les auteurs notent les critiques républicaines constantes vis-à-vis de la politique d'Obama, en particulier sur la notion du leadership (qui serait faible, « apologétique » et naïf) - mais semblent les rattacher aux outrances habituelles des primaires. Ils distinguent trois traits dominants dans la position républicaine en politique étrangère : le machisme (mais qui rappelle trop W. Bush et l'Irak), l'isolationnisme (peu convaincant en ces temps de menaces transnationales) et « l'engagement » (dont le défaut est de correspondre à la politique d'Obama). Les auteurs concluent que la politique suivie par un président républicain serait en fait essentiellement dans la continuité de l'administration actuelle, car elle sera déterminée par les mêmes deux réalités essentielles de notre temps : l'insertion de l'Amérique dans l'économie mondiale, et le besoin mondial de puissance américaine (c'est beaucoup mieux en anglais: "*American reliance on the global economy and global reliance on American power*").

Cet article a provoqué des réponses de la part d'autres chercheurs de la Brookings, en particulier la suivante, dont l'argumentation me semble plus convaincante :

- **Brookings Institution**, « Less Agreement Than Meets the Eye », Homi Kharas, May 25, 2012

<http://www.brookings.edu/research/papers/2012/05/25-americas-role-kharas>

L'auteur ne rejette pas en bloc l'analyse des précédents. Mais il n'en tire pas les mêmes conclusions. Il réfute aussi l'autre idée à la mode, selon laquelle les démocrates tenteraient de gérer le déclin américain tandis que les républicains refuseraient tout bonnement ce même déclin. En réalité, la domination américaine sur le monde est de plus en plus contestée, c'est indéniable, et les questions liées à la gouvernance globale ou régionale, au sens large - y compris en termes de sécurité régionale par exemple - ne se feront que plus aigües dans l'avenir. Or les US, s'ils conservent un droit de veto à peu près partout, pourront de moins en moins parvenir à leurs fins sans soutiens donc sans un minimum de multilatéralisme. Qui n'est pas le point fort républicain. Donc si les objectifs suivis pourraient en effet être similaires, la manière ne sera pas la même suivant que le prochain président sera républicain ou démocrate.

- **The New York Times**, « A MEASURE OF CHANGE : Secret 'Kill List' Proves a Test of Obama's Principles and Will », By JO BECKER and SCOTT SHANE, May 29, 2012

<http://www.nytimes.com/2012/05/29/world/obamas-leadership-in-war-on-al-qaeda.html?pagewanted=all>

Article essentiel et passionnant, qui a bénéficié d'informations de première main et de sources au sein de la Maison Blanche, où se décide l'essentiel de la politique de sécurité nationale des US sous Obama (le NYT bénéficie d'excellentes infos pour des articles de fond sur la politique étrangère d'Obama depuis le début, et tout particulièrement depuis quelques semaines - à replacer dans le contexte de campagne et la stratégie de la fuite maîtrisée, tout un art à Washington. D'ailleurs, plusieurs sénateurs républicains ont exigé une enquête au sujet de ces fuites et demandent des auditions).

Donc cet article révèle la manière dont Obama a redéfini et mène la campagne contre-terroriste des Etats-Unis depuis la *situation room* de la Maison Blanche. Article à lire, car tous les détails sont intéressants et pour beaucoup révélés pour la première fois ici : le processus de la « *kill list* » et comment elle est discutée et arrêtée chaque semaine ; l'implication directe et systématique d'Obama ; et ce que signifie ce choix politique d'utilisation intensive des drones (en particulier, ne pas faire de prisonnier ?). L'article évoque aussi l'effet boomerang sur « les cœurs et les esprits » mais aussi comme outil de recrutement pour Al Qaeda (ayant pris le relai de Guantanamo et Abu Ghraib). A noter que toutes les personnes émettant des critiques possibles contre la politique d'Obama disent aussi la soutenir (peut-être, sans doute, une condition/directive aussi pour parler aux journalistes).

- **The New York Times**, « Obama Order Sped Up Wave of Cyberattacks Against Iran », DAVID E. SANGER, June 1, 2012

<http://www.nytimes.com/2012/06/01/world/middleeast/obama-ordered-wave-of-cyberattacks-against-iran.html?pagewanted=all>

Après le contre-terrorisme, la cyber-guerre contre l'Iran : voici donc le dernier en date des articles-révélation du NYT sur la politique de sécurité nationale poursuivie par Obama depuis son accession à la Maison Blanche. Aucune source n'est nommée ici car le programme demeure « hautement classifié » (mais pas au point de ne pas être utilisé pour servir la campagne...). C'est la première fois qu'il est confirmé que les US ont mené des cyber-attaques. Confirmation aussi que Stuxnet a été développé conjointement avec les Israéliens. Cette cyber-campagne, baptisée « *Olympic Games* » a été initiée en 2006 par l'administration Bush. On notera au passage le rôle essentiel joué par feu le Colonel Kadhafi, qui a permis aux Américains de tester le virus avant emploi (car la Libye avait remis aux Américains les modèles de centrifugeuse du Dr. Khan). Gros bémol de cette approche, jusqu'ici plutôt couronnée de succès : le pays le plus dépendant des réseaux informatiques, et donc potentiellement le plus vulnérable à une cyber-attaque réussie, demeure les Etats-Unis.